

Les luttes exemplaires des travailleurs espagnols

femmes à se joindre aux manifestants contre « la répression politique et la hausse du coût de la vie ». A Madrid, 3.000 étudiants ont affronté la police ; des milliers de travailleurs de la banlieue de Madrid ont débrayé et marché en direction de la capitale. Des coups de feu ont été tirés pour disperser 2.500 métallurgistes de chez Pegaso. Les forces de police et leurs chiens n'ont pas empêché les travailleurs madrilènes de se rassembler. Les autobus auraient été lapidés. Aux Asturies, à Gijón, à Séville, à Pampelune, à Barcelone et à Bilbao, les ouvriers ont arrêté le travail.

Le 27 octobre a été jusqu'à présent le point culminant du mouvement.

Si les événements que nous venons de résumer ont eu une telle ampleur, c'est, à notre avis, en fonction de deux facteurs fondamentaux : d'abord l'évolution économique nouvelle de l'Espagne qui, posant les problèmes de son entrée au Marché commun européen, doit effectuer des modifications de structure économique lézant de

manière plus visible et plus pressante les ouvriers espagnols. On peut citer, par exemple, le développement de l'industrie aux dépens de l'agriculture, et cela entraîne la combativité plus grande des ouvriers que la répression n'a pas pu diminuer. Ils trouvent en effet un appui dans l'action, quoi qu'imparfaite, des commissions ouvrières et des autres associations illégales, et aussi dans l'expérience chaque fois plus grande que leur apportent les luttes. Cependant, si cette combativité est réelle, le morcellement des activités revendicatives, l'absence pratique de liaisons, obstacles sérieux au développement de l'activité révolutionnaire semblent un instant voilés par l'action commune du 27 octobre.

Le danger est grand de voir s'essouffler ces luttes si elles ne sont pas prises en charge par une organisation révolutionnaire qui aura su tirer les leçons des événements récents et de ces dernières années et qui aura pu se former à travers elles.

Maria ECHEVERRIA.

A propos de la déclaration israélo-arabe

Notre publication de la seconde déclaration conjointe de l'Organisation socialiste israélienne et du Front démocratique palestinien nous a valu une lettre irritée d'un de nos lecteurs lyonnais. Comme la longueur (et aussi son anonymat) n'en permet pas une publication intégrale dans nos colonnes, nous nous efforcerons de résumer succinctement les principales objections soulevées et d'y répondre.

1) Notre lecteur estime que nous sommes « tombés dans le panneau » en publiant un document « qui dissimule mal, sous cette bannière (internationaliste, N.D.L.R.), un point de vue nationaliste, finalement chauvin de grande puissance ». A preuve, selon lui, le fait que la déclaration condamne toutes les annexions réalisées par la guerre de juin 1967, sans mentionner cependant les précédentes et sans reconnaître pleinement aux Palestiniens le droit à l'autodétermination.

Que notre correspondant veuille bien se souvenir que cette déclaration a été précédée d'un premier document commun émanant des mêmes organisations et daté du 3 juin 1967 (c'est-à-dire avant le déclenchement des hostilités). Ce manifeste a été publié par le *Times* de Londres le 8 juin et par la revue *IV^e Internationale*, N° 31, de juillet 1967. Or, on y lit textuellement qu'après avoir subi une transformation profonde et révolutionnaire impliquant notamment la « désionisation »,

« Cet Etat d'Israël non sioniste rapatriera les réfugiés palestiniens qui voudront revenir et indemniser entièrement pour leurs propriétés, leurs terres et leurs souffrances ceux qui ne veulent pas retourner. Il déclarera être disposé à faire des concessions territoriales aux Palestiniens et à les aider à établir un Etat palestinien indépendant si tel est leur désir. »

La résolution du Comité central de l'O.S.I. qui a été lue à la réunion des organisations étudiantes arabes le 18 mai 1967 à la Mutualité s'exprime en termes semblables. Il est donc clair que nos amis israéliens n'acceptent comme un « fait accompli » pas plus les frontières de 1949 que celles de juin 1967.

2) Le lecteur s'étonne que la déclaration puisse affirmer que « la racine du conflit au Moyen-Orient n'est pas de nature territoriale », mais réside dans la structure sioniste ségrégationniste d'Israël. Il ne s'agit nullement, comme il croit pouvoir l'interpréter assez bizarrement, d'une négation de la réalité du conflit territorial, mais bien de la constatation que le problème resterait fondamentalement le même au cas où Israël serait réduit aux frontières proposées par l'O.N.U. de 1947, comme l'ont proposé Nasser et Bourguiba.

3) La lettre que nous avons reçue souligne avec raison que les progrès de la lutte anti-impérialiste contribuent puissamment à la « désionisation » de l'Etat israélien. Son auteur ne comprend pas que les rédacteurs du manifeste ont pu souligner que les nationalistes arabes ont fourni aux dirigeants sionistes israéliens l'occasion de se lancer dans de nouvelles conquêtes territoriales. On sait que la majorité des travail-

leurs israéliens souffrent en ce moment du chômage et de la discrimination pratiquée à l'égard des Juifs d'origine afro-asiatique. La plupart de ces derniers parlent par surcroît l'arabe. Or, voici que la propagande imbécile des radios arabes a réussi un tour de force : ce prolétariat oriental, qui manifestait par des émeutes son opposition violente à la classe dominante israélienne, s'est trouvé soudé du jour au lendemain à cette même bourgeoisie sioniste, grâce aux appels à la destruction d'Israël, grâce aux fanfaronnades racistes sur l'extermination des Juifs israéliens !

Si le développement du combat anti-impérialiste des masses arabes contribue à détacher la classe ouvrière israélienne de sa bourgeoisie sioniste, les déformations chauvines de cette lutte (qui se manifestent par le fait que même les sectes progressistes du mouvement de libération arabe n'admettent pas encore le droit à l'autodétermination des Juifs israéliens) retardent et entravent cette prise de conscience.

4) Quant au dernier point soulevé, nous admettons volontiers que nous ne partageons pas entièrement les vues des auteurs du manifeste. Il s'agit de l'appréciation des forces de gauche dans le monde arabe. Notre lecteur insiste à juste titre sur la différenciation qui s'est manifestée à cet égard entre les directions syrienne, égyptienne, jordanienne, etc. Il est exact que le régime syrien actuel ne saurait simplement être qualifié de progressiste-entre-guillémets.

C'est précisément parce que cette différenciation s'opère et parce que l'avant-garde arabe se détache de l'aile bourgeoise qu'il faut l'encourager à aller au bout de son développement : insuffler à la juste lutte des Arabes palestiniens (et singulièrement à la résistance dans les régions occupées du fait de la guerre de juin 1967) un caractère résolument socialiste, placer à l'avant-plan la lutte pour l'unité arabe ; forger un front commun socialiste avec les minorités nationales du Moyen-Orient en reconnaissant leurs droits nationaux. Un tel programme, situant le problème palestinien dans la lutte globale contre l'impérialisme, en appelant la classe ouvrière juive (elle aussi victime du sionisme, car la structure ségrégationniste israélienne, contrairement à celle de l'Afrique du Sud, ne repose pas sur une exploitation économique de main-d'œuvre indigène), affaiblira considérablement le sionisme en sapant ses bases populaires. Finalement, Israël est la grenouille qui se gonfle comme un bœuf. Les prochaines victoires du mouvement national arabe démontreront avec éclat qu'un petit strapontin impérialiste ne saurait retenir le flot de la révolution arabe.

Il est beaucoup question aujourd'hui de porter la lutte au cœur même du bastion israélien. La cause arabe sera renforcée si elle exerce aux masses israéliennes que l'antisémitisme n'a pas pour objet le massacre ou l'assimilation forcée, si elle proclame solennellement qu'elle respectera les droits nationaux des Juifs d'Israël. A ce moment, les masses israéliennes rejoindront les Palestiniens pour abattre l'édifice de l'intérieur.

GREVES AUX U.S.A.

Laissé à l'arrière-plan par les prolongations du récent « été sanglant » des ghettos noirs et par la mobilisation de Washington contre la politique belliciste de Johnson au Vietnam, le front syndical n'en a pas moins été particulièrement agité ces dernières semaines aux Etats-Unis. Des grèves en nombre considérable ont eu lieu ou se déroulent encore, comme celle des 37 000 mineurs du cuivre dans les Rocheuses, ou celle des employés de la Levi Strauss Company (textiles) dans le Sud. Toutes, ou presque, ont une origine commune : le mécontentement et les difficultés financières face à la hausse considérable des prix de ces derniers mois.

Deux mouvements retiennent l'attention : celui qui a paralysé les usines Ford pendant quarante-huit jours, et la grève des instituteurs new-yorkais.

Chez Ford, nous l'avons mentionné le mois dernier, outre le problème des salaires, les ouvriers s'opposaient à de nouvelles cadences de travail et réclamaient des garanties en cas de licenciement (fréquents dans l'industrie automobile américaine dont le marché saturé, et pour l'essentiel artificiellement recréé, est très sensible aux variations du pouvoir d'achat). A cet égard, la nouvelle convention collective signée à l'issue de la grève représente pour les ouvriers de chez Ford une victoire incontestable. Pour la première fois aux Etats-Unis, une entreprise de construction automobile garantit un salaire annuel aux ouvriers qu'elle embauche. Ainsi, un ouvrier licencié justifiant de plus de sept années d'ancienneté touchera pendant un an 95 % du salaire qu'il touchait lors de sa dernière année de travail. Par ailleurs, la notion d'indexation des salaires sur le coût de la vie a été introduite dans la convention collective, avec toutefois des limitations à court terme. Malheureusement, les ouvriers ne sont pas les seuls à avoir retiré des avantages de ce conflit. La direction du syndicat automobile, profitant de la situation, a demandé une hausse des cotisations syndicales, déjà très élevées. Lorsqu'on connaît les fabuleux salaires et les incroyables dépenses de prestige des bureaucrates syndicaux aux Etats-Unis, on comprend mieux la réaction très hostile des ouvriers à une telle mesure. Plus grave encore est l'ordre de reprise du travail donné par Reuther, le président du syndicat, à certaines catégories d'ouvriers dans « l'intérêt national » (sic). L'armée s'inquiétait du retard apporté à certaines livraisons de camions, ce qui pouvait, à terme, gêner l'effort de guerre au Vietnam... C'est une honte qu'alors que, même dans certains cercles dirigeants, l'opposition à la politique d'escalade de Johnson se renforce, les bureaucrates syndicaux lui apportent en actes un soutien inconditionnel.

La grève des enseignants new-yorkais fut marquée, elle aussi, par un haut degré de combativité. Afin de briser le mouvement, les autorités municipales, sous la direction du maire « libéral » Lindsay, ordonnèrent la reprise du travail par voie d'injonction. Pour parer à cela, plus de 40 000 enseignants donnèrent leur démission. Tout au long de la grève, les enseignants furent confrontés à de telles menaces, mais ils y firent face très unis et avec l'appui le plus large des travailleurs. Toutefois, là encore, les limites de la bureaucratie syndicale apparurent très vite. Parallèlement à la grève se déroula, dans les ghettos noirs et portoricains, un mouvement réclamant une amélioration des conditions scolaires dans ces quartiers et une meilleure éducation des enfants de ces zones désertées. L'établissement d'une forme de contrôle local par des représentants de la population sur les écoles de ces zones était l'une des revendications de ce mouvement déjà ancien. Les syndicats d'enseignants se sont violemment opposés à un tel projet, invoquant des arguments moins valables les uns que les autres. Le fond du problème réside dans le racisme à peine dissimulé des dirigeants du syndicat des instituteurs, hostiles d'autre part à des revendications qui pourraient les mener trop loin.

Que ce soit chez Ford ou parmi les enseignants de New-York, les bureaucraties syndicales ont joué leur rôle : canaliser, freiner, stopper ce qui au départ est une extraordinaire volonté militante de la part des travailleurs. Et lorsque cet esprit militant ne peut être étouffé complètement comme dans ces deux cas, les directions syndicales se chargent d'isoler le mouvement, d'empêcher que le moindre lien soit établi en-

tre celui-ci et le mouvement contre la guerre ou le mouvement noir. Un tel lien donnerait aux revendications ouvrières un poids et une force politique dont ne veulent à aucun prix les bureaucraties syndicales puisqu'il signifierait leur mort. Là pourtant réside la clef des victoires futures de la classe ouvrière américaine ; dans l'alliance avec les éléments les plus exploités de la société, avec le mouvement noir et portoricain, et dans l'élargissement de son combat pour le porter à son véritable niveau : la lutte contre la plus puissante bourgeoisie impérialiste du monde.

J.P. RIEL

ET A MONTREAL

Depuis cinq mois, les bourgeoisies canadienne-anglaise et canadienne-française paissaient, tentant d'offrir à travers l'Expo une image idyllique de leurs pays aux visiteurs du monde entier venus à Montréal...

En octobre, toutefois, l'image s'est troublée pour beaucoup de visiteurs, et leur prise de contact avec les réalités québécoises n'a guère été des plus agréables... Pendant cinq semaines, les employés des transports en commun montréalais ont fait grève afin de protester contre les conditions de travail particulièrement pénibles auxquelles ils ont été soumis durant l'été et contre le bas niveau de leurs salaires, paralysant ainsi la « capitale du monde » durant l'exposition universelle. Souhaitons que cela ait donné à pas mal de visiteurs de la terre des hommes une vision plus réelle du pays qui les accueillait.

Correspondant.

**Contribuez à faire
du meeting
OCTOBRE
VENDREDI 10 NOVEMBRE
UN GRAND SUCCES
AMENEZ DES CAMARADES**

**EXTRAITS DE LA DECLARATION
DU SECRETARIAT UNIFIE
DE LA IV^e INTERNATIONALE
AU 50^e ANNIVERSAIRE
DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE**

Pour le mouvement révolutionnaire mondial, la célébration de cet événement dépasse de beaucoup toute cérémonie ou hommage formel au progrès matériel de l'Union soviétique. Nous ne pouvons dissimuler ou ignorer la confrontation qui existe entre la plus grande partie de l'humanité et les forces d'un impérialisme encore dominant à ce jour.

Pour cette raison, la célébration d'Octobre cette année doit commencer par une appréciation du champ de bataille mondial dans lequel les énormes conquêtes de la Révolution d'Octobre ne constituent pas le moindre des enjeux. Nous n'avons rien de commun avec ceux qui montent sur les tribunes pour rendre un hommage rituel à la révolution qui s'est produite il y a cinquante ans et qui prononcent des prières pacifistes à la « coexistence pacifique », à leurs yeux l'alpha et l'oméga de toute la sagesse. Ceux-là, il est bon qu'ils se trouvent aux mêmes tribunes que les ennemis déclarés ou non d'Octobre.

Pour nous, la célébration d'Octobre a deux aspects. D'une part elle consiste dans une participation effective à l'affrontement entre le colosse impérialiste américain et les combattants du Vietnam, entre le Pentagone et les forces qui, à l'ouest, se rassemblent pour le combat. Le second aspect de notre hommage à Octobre consiste à donner une vigueur accrue à la lutte pour la défense de l'héritage théorique et politique des pionniers d'Octobre contre toutes les déformations et trahisons opportunistes et bureaucratiques.

La IV^e Internationale fait appel aux masses soviétiques et au prolétariat mondial pour que la célébration d'Octobre soit utilisée comme une arme révolutionnaire et serve à construire et à renforcer la direction révolutionnaire à travers le monde.

Vive la Révolution d'Octobre !
Vive les combattants révolutionnaires dans le monde entier !

Vive le programme révolutionnaire de Lénine, de Trotsky et de toute l'équipe bolchevique d'Octobre !

Le 6 novembre 1967.

**Le n° 32 de la revue
QUATRIEME
INTERNATIONALE
paraîtra dans le courant
du mois de novembre**